



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE n° 28 du 26 juin 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 29 juin 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	527
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	527
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	527
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	527
Arrêté n° 09.BMSSE.36 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de Briey	527
Arrêté n° 09.BMSSE.37 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville	529
Arrêté n° 09.BMSSE.38 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	532
Arrêté n° 09.BMSSE.39 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle	535
Arrêté n° 09. BMSSE.40 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet.....	536
Arrêté n° 09.BMSSE.41 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens.....	537
Arrêté n° 09.BMSSE.42 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles.....	539
Arrêté n° 09.BMSSE.43 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales	541
Arrêté n° 09.BMSSE.44 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques.....	542
Arrêté n° 09.BMSSE.45 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Zahra ANSEUR, déléguée aux droits des femmes.....	543
Arrêté n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture	543
Arrêté n° 09.BMSSE.47 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	551
Arrêté n° 09.BMSSE.48 DU 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires	552
Arrêté n° 09.BMSSE.49 du 26 juin 2009 chargeant M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim des fonctions de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle	554
Arrêté n° 09.BMSSE.50 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle.....	555
Arrêté n° 09.BMSSE.51 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine	556
Arrêté n° 09.BMSSE.52 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique	557
Arrêté n° 09.BMSSE.53 du 26 juin 2009 chargeant M. Miguel FABBRI d'assurer les fonctions de directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle par intérim.....	558
Arrêté n° 09.BMSSE.54 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	559
Arrêté n° 09.BMSSE.55 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.....	560
Arrêté n° 09.BMSSE.56 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine	561
Arrêté n° 09.BMSSE.57 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle	561
Arrêté n° 09.BMSSE.58 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle	562
Arrêté n° 09.BMSSE.59 du 26 juin 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DERROY, directeur de l'agence de Nancy-Nord de l'office national des forêts	563
Arrêté n° 09.BMSSE.60 du 26 juin 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Jacques BECKEL, directeur de l'agence de Nancy-Sud de l'office national des forêts	563
Arrêté n° 09.BMSSE.61 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz	564
Arrêté n° 09.BMSSE.62 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.....	564
Arrêté n° 09.BMSSE.64 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse.....	566
Arrêté n° 09.BMSSE.65 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine	567
Arrêté n° 09.BMSSE.66 DU 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim	568
Arrêté n° 09.BMSSE.67 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est.....	569
Arrêté n° 09.BMSSE.68 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects.....	570
Arrêté n° 09.BMSSE.69 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est.....	570
Arrêté n° 09.BMSSE.70 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie	572
Arrêté n° 09.BMSSE.71 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives	573
Arrêté n° 09.BMSSE.72 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à Nancy	575
Arrêté n° 09.BMSSE.73 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine	575
Arrêté n° 09.BMSSE.74 du 26 juin 2009 accordant délégations d'ingénierie publique.....	576
Arrêté n° 09.BMSSE.75 du 26 juin 2009 abrogeant l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.22 qui organise de façon permanente la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle	577
Arrêté n° 09.OSD.06 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.....	577
Arrêté n° 09.OSD.07 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.....	578
Arrêté n° 09.OSD.08 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle.....	579
Arrêté n° 09.OSD.09 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle	581
Arrêté n° 09.OSD.10 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle	582
Arrêté n° 09.OSD.11 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine.....	583

Arrêté n° 09.OSD.12 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services départementaux du trésor public de Meurthe-et-Moselle	584
Arrêté n° 09.OSD.13 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle	585
Arrêté n° 09.OSD.14 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle	586
Arrêté n° 09.OSD.15 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy	587

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

Arrêté n° 09.BMSSE.36 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de Briey

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;
VU le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements**3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)****2) Passeports****3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)****III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE****1) Constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey****2) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route****IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES****1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)

- fixation des dates limites :

- * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
- * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
- * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
- * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion de territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits EPCI

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paragraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes.

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et attestations de non-gage.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

ARTICLE 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Jean-Marie CITERLE pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie CITERLE.

ARTICLE 10: En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. HAUTIER et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. Jacky HAUTIER est assurée par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.33 du 8 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, est abrogé.

ARTICLE 12 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.37 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;
VU le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- réception de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :

- * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
- * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
- * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
- * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la charge.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- 1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

- 2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

- 3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette délégation de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure, Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale, Mme Claudine SURMIN, secrétaire administrative de classe normale et Mlle Anne-Lise LURON, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

- * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'OPH de Lunéville.

ARTICLE 8: Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général.

ARTICLE 9 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure, Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale et Mlle Anne-Lise LURON, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. SAFFREY et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. Philippe SAFFREY est assurée par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY.

ARTICLE 11 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, et l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.34 du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.18, sont abrogés.

ARTICLE 12 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE et sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.38 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) carte nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) passeports

3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :

* du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral

* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement

4) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R 134-8 DU Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :

- ◆ "accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

- ◆ arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de TOUL pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de TOUL pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, cette délégation de signature est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de Toul et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

- * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général.

ARTICLE 8 : Délégation permanente de signature est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Jacqueline THOUVENIN, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. BREYTON et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. BREYTON est assurée par M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, et l'arrêté N° 09.BMSSE.35 du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.19 sont abrogés.

ARTICLE 11 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.39 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, est notamment chargé d'assurer :

- le suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration,
- l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
- le suivi du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Nancy,
- le suivi des dossiers relevant du développement économique, les relations économiques avec les entreprises, ainsi que les mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi,
- le suivi du dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Nancy,
- le suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté,
- le suivi de la mise en œuvre du revenu de solidarité active.

M. Michel JEANNEY représente le préfet dans les réunions nationales ou locales sur la cohésion sociale et sur la politique de la ville, ainsi que dans les comités de pilotage des dispositifs relevant de la politique de la ville, du domaine de l'emploi et du développement économique, de la promotion de l'égalité des chances, de la citoyenneté et de l'intégration.

À ce titre, il préside le service public de l'emploi local de l'arrondissement de Nancy, la commission d'examen des situations de surendettement de la communauté urbaine du Grand Nancy en liaison avec le directeur du développement durable et des politiques interministérielles (D.D.D.P.I) et peut être amené à présider la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté.

ARTICLE 2 : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article premier du présent arrêté, délégation de signature est donnée à M. Michel JEANNEY à l'effet de signer tous actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, ainsi que les arrêtés et conventions attributifs de subvention.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à M. Michel JEANNEY pour la signature des lettres d'observation faites au titre du contrôle de légalité et du contrôle des actes à caractère budgétaire, des collectivités de l'arrondissement chef-lieu, à l'exception des communes membres de la communauté urbaine du Grand Nancy et des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 15 000 habitants.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Michel JEANNEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation sans contrainte (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres
- 3) aux parlementaires
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.20 du 2 avril 2009, accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09. BMSSE.40 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet, à l'effet de signer :

tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

- les arrêtés d'hospitalisation d'office
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy
- les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- affaires liées aux élections et distinctions honorifiques, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- affaires liées à la sécurité et à l'ordre public, à la sécurité routière, à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure.

BUREAU DE LA COMMUNICATION

- annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Frédéric BERNARDO, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BERNARDO, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, adjoint au directeur de cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation d'office.

ARTICLE 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, adjoint au directeur de cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Cécile CUNY, secrétaire administrative de classe normale pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE

- M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE :

- Mme Caroline TEJEDO, attachée principale, chef de bureau de la communication

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mlle Roxane THOMAS, attachée, M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Mlle Roxane THOMAS, attachée,

- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,

- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

ARTICLE 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

b) les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.21 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.41 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

VU la décision préfectorale du 11 décembre 2007 nommant Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens à compter du 7 janvier 2008 ;

VU l'arrêté du SGAR du 19 février 2009 portant délégation de signature à M. Hugues PARANT relative à la gestion logistique des formations dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène DURAND, attachée principale, à l'effet de signer :

1) Bureau des ressources humaines et financières :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;

b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions suivantes :

- la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives ;

- les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires ;

- les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures ;

- le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité ;

- l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel ;

- la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération) ;

- le recrutement des agents contractuels occasionnels ;

- dans le domaine de la formation : au titre des BOP 108, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés sous l'autorité du préfet de Meurthe-et-Moselle, ainsi que des formateurs intervenant dans le département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations ;

c) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion ;

d) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;

e) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1.500 € ;

f) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.

2) Service départemental d'action sociale :

tous les actes et documents constituant une décision dans les matières suivantes :

- la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire) ;

- le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale ;

- le logement des fonctionnaires.

3) Bureau de la logistique et de l'immobilier :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

- la gestion centrale du courrier ;

- l'archivage ;

- le recueil des actes administratifs ;

- maintenance technique des installations ;

- entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;

- la reprographie ;

- la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;

- les projets de restructuration immobilière pour la préfecture et les sous-préfectures.

b) tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

c) tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

d) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros.

4) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- permanence des liaisons gouvernementales ;

- analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;

- gestion technique des matériels et des réseaux ;

- assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels

- standard.

b) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros.

ARTICLE 2 : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES :

✦ Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau

✦ Mlle Anne PIERRE, attachée

✦ M. Dimitri BOCQUET, attaché

✦ M. David ANDRE, secrétaire administratif de classe supérieure

✦ Mme Lydia ANCEL, secrétaire administrative de classe normale

✦ Mme Valérie HOFFART, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, uniquement pour les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE :

✦ M. Hervé FROMENT, secrétaire administratif de classe supérieure, chef du service.

BUREAU DE LA LOGISTIQUE ET DE L'IMMOBILIER :

✦ Mme Françoise REPOSEUR, attachée principale, chef du bureau

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée à :

✦ M. Didier WITTIG, contrôleur des services techniques de classe normale, contrôleur de travaux

✦ M. Denis LAPOINTE, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 500 €.

SERVICE DEPARTEMENTAL DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (SDSIC) :

✦ M. Lionel THIEBAULT, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène DURAND, délégation de signature est donnée à Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, chef du bureau des ressources humaines et financières, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1^{er} du présent arrêté à l'exception du 4^{ème}, et à M. Lionel THIEBAULT, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 – 4^{ème}.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mlle Anne PIERRE, adjointe au chef du BRHM, chargée du budget. A défaut, la délégation est, dans les mêmes conditions, donnée à Mme Françoise REPOSEUR, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel THIEBAUT, délégation de signature est donnée à M. Pierre CAMAILLE, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 – 4^{ème}.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy,

7°) aux maires.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.15 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.42 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuée au plan local ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté ministériel n°04/1377/A du 10 novembre 2004 nommant M. Jacques SABLAYROLLES directeur des services de préfecture ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 2008 nommant M. Jacques SABLAYROLLES conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur du développement durable et des politiques interministérielles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 22 septembre 2008, pour une période de cinq ans ;

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation, modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, à l'effet de signer :

I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,

- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,

- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,

- les lettres de notification de décisions administratives, arrêtés préfectoraux et conventions,

- les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques.

II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (D.D.P.I./1)

- les décisions concernant la vente des coupes de bois,

- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,

- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,

- les autorisations d'importation de déchets étrangers,

- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,

- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,

- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,

- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,

- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

III - POUR LE BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (D.D.D.P.I./2)

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.A.C,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,

IV - POUR LE BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES (D.D.D.P.I./3)

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions FNADT déposés dans le cadre des pôles d'excellence rurale (PER),
- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier-payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au-dessus du seuil 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).
- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction du développement durable et des politiques interministérielles assure la responsabilité de gestion.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Mme Annie LEBEL, attachée principale, chef du bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement ou par Mme Laurence STENGER, attachée principale, chef du bureau du management stratégique de l'État et des affaires financières ou par M. Daniel PUCELLE, attaché principal, chef du bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jacques SABLAYROLLES, de Mme Annie LEBEL, de Mme Laurence STENGER et de M. Daniel PUCELLE, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, sont exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT :

- M. Guy-Michel DURIVAUX, attaché,
- Mme Evelyne GAUVAIN, attachée,
- Mme Dorine GRAVE, attachée,
- Mme Brigitte DEDISSE, attachée.

BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :

- Mlle Dominique CRATELET, attachée,
- Mme Laurence PIEKARSKI, attachée.

BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES :

- Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, adjointe au chef de bureau,
- Mmes Danièle GUIZOT et Farida CHAIB, secrétaires administratives, exclusivement en ce qui concerne la signature des pièces comptables et des documents de liquidation des marchés publics.

ARTICLE 5 : En cas d'absence simultanée de M. Jacques SABLAYROLLES, de Mme Annie LEBEL, de Mme Laurence STENGER et de M. Daniel PUCELLE ainsi que de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les copies certifiées conformes pour les actes le nécessitant, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT :

- Mlle Chantal MOITROT,
- M. Gérard BERNARDIN,
- Mlle Dominique SALAS,
- Mlle Stéphanie RENARD,
- Mlle Laurence LAMESLE,
- M. Francis PIEKARSKI,
- Mlle Nasséra GUERFI.

BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :

- Mlle Thérèse BRUN,
- Mme Dominique DEMANGEON,
- Mme Michelle VAGNERRE,
- Mlle Virginie ANDREWS,
- Mlle Monique DE LUCA,
- Mme Dominique MICHEL,
- M. Roger STEPHANT.

BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES :

- M. Franck MENEGATTI,
- M. Stéphane BLAISE,
- Mme Danièle GUIZOT,
- Mme Farida CHAIB,
- M. Samuel GRIFFATON,
- Mme Isabelle HETHEIER,
- Mme Florence MASSON,
- M. Yannick POIROT,
- Mme Marie-Claire GOT,
- Mme Bernadette MERCIER,
- Mme Corinne SMALCERZ,
- Mme Evelyne FEESER.

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

- 2°) aux ministres,
3°) aux parlementaires.
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
5°) au président du conseil général,
6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
7°) aux maires.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.67 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.43 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant M. Francis GIROUX directeur des services de préfecture ;
VU l'arrêté ministériel en date du 26 septembre 2008 nommant M. Francis GIROUX conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur des relations avec les collectivités locales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 22 septembre 2008, pour une période de cinq ans ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;
modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer pour l'ensemble des bureaux de la direction :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
 - la saisine des différents services de l'Etat pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
 - les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des particuliers ou des élus,
 - les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
 - les lettres de notification des décisions administratives, des arrêtés préfectoraux et des conventions,
- ainsi que :

- les arrêtés attributifs du Fonds de compensation pour la T.V.A.,
- les arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite des enquêtes de commodo et incommode prescrites en vue de modifier les limites territoriales entre les communes.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Francis GIROUX à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des relations avec les collectivités locales assure la responsabilité de gestion.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis GIROUX, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Mme Christine SEIBT, attachée principale de préfecture dans la limite des attributions de M. Francis GIROUX.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis GIROUX et de Mme Christine SEIBT, les délégations visées aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus, sont exercées par M. Gérard GEISSLER dans la limite des attributions de M. Francis GIROUX.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
2°) aux ministres,
3°) aux parlementaires.
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
5°) au président du conseil général,
6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
7°) aux maires.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.68 du 13 octobre 2008, accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales, est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis GIROUX, directeur des relations avec les collectivités locales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.44 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté 07/754 A du 15 octobre 2007 du ministre de l'intérieur nommant Mme Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, directrice de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux,
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-les-Nancy.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
 - retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour
- assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressée, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Mme Anne-Lise FUCHS, attaché, chef de bureau ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par M. Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en son absence, par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou, en son absence, par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef de bureau, ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile », ou par Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB et Mme Anne THOMAS secrétaires administratifs de classe normale et par M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique PHELPS et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mmes Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure, et Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;

- Mme Evelynne FREIDINGER, attachée, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les matières relevant des permis de conduire, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les matières relevant du bureau des réglementations à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;

- Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mmes Sylvie KRIZAN, Anne PIZMOHT et Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, Mmes Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaires administratives de classe supérieure, pour les matières relevant du bureau des étrangers.

ARTICLE 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Véronique PHELPS et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mmes Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Stéphanie CONTAL, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à Mrs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs, pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique PHELPS, de M. Jean-Pierre DEVIDET et de Mme Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à M. Michel PERNEY, adjoint administratif de 1^o classe, pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

ARTICLE 11 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Véronique PHELPS et de Mme Anne-Lise FUCHS, délégation de signature est donnée à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, à Mmes Christine HOLLARD adjoint administratif principal 2^{ème} classe et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjoint administratif 1ère classe, pour délivrer les récépissés de dépôts de demandes de naturalisation.

ARTICLE 12 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mmes Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, à M. Ahmed CHAIB et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

ARTICLE 13 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

ARTICLE 14 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.32 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

ARTICLE 15 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.45 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Zahra ANSEUR, déléguée aux droits des femmes

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 2002-976 du 12 juillet 2002 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité ;
VU le décret n°2002-980 relatif aux attributions déléguées de la ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU la circulaire ministérielle n° 2001-97 du 2 février 2001 relative aux fonctions des déléguées régionales et des chargées de missions départementales aux droits des femmes ;
VU l'arrêté préfectoral portant nomination de Mme Zahra ANSEUR en tant que chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité, affectée à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} août 2008 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation permanente est donnée à Mme Zahra ANSEUR, déléguée aux droits des femmes et de l'égalité à l'effet de signer dans les limites des attributions de son service :

- les correspondances administratives courantes n'entraînant et ne comportant ni décision ni instruction ;
- les correspondances nécessaires à l'instruction des demandes de renseignements des particuliers ;

ARTICLE 2 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy

ARTICLE 3 : L'arrêté N° 07.BMSSE.105 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Mme Jacqueline VADEAU-HANUS est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Zahra ANSEUR, déléguée aux droits des femmes, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil administratif. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.46 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU les lois N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	NATURE DE LA DELEGATION	RÉFÉRENCES
A1 a1	1 – ADMINISTRATION GENERALE a) Personnel de l'Etat * Recrutement Concours locaux organisés pour le recrutement d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution des jurys, arrêtés portant sur les commissions locales d'examen pour les concours de chefs d'équipe.	Loi n° 83.634 - Art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée Loi n° 84.16 - Art. 19 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 14 août 1991 - Art. 1, 4, 7 - Arrêté du 23 mars 2003 - Art. 1
A1 a2	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié - Art. 7 et 17
A1 a3	* Nomination - Affectation – Mutation Nomination des : Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a4	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : Tous les fonctionnaires de catégories C et B, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a5	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a6	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a7	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984 Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée
A1 a8	* Gestion Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a9	Gestion des : - Agents d'exploitation, - Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, - Conducteurs des TPE, A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, Avancement des conducteurs principaux des TPE, Notation.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié

A1 a10	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a11	Notation des agents	
A1 a12	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984 Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a13	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984
A1 a14	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
A1 a15	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.	
A1 a16	* Positions 1 – Détachement Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Décret n° 2005.1785 du 30 décembre 2005 Arrêté ministériel du 16 mars 2007 Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6
A1 a17	2 – Disponibilité L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, Pour élever un enfant de moins de huit ans, Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	
A1 a18	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6 Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006 Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1 a19	3 – Congés L'octroi : Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, Des congés annuels, Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, Du congé de présence parentale.	
A1 a20	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	
A1 a21	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1 a22	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	
A1 a23	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1 a24	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	
A1 a25	4 – Temps partiel L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10

A1 a26	5 – Réintégration Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : Au terme d'une période de travail à temps partiel, Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7
A1 a27	* Autorisations Spéciales d'Absence Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10 Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
A1 a28	* Autorisations Extra-professionnelles Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	
A1 a29	* Accidents Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989 Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
A1 a30	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a31	* Sanctions Disciplinaires Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001 Décret n° 86.416 du 12 mars 1986
A1 a32	* Maintien en Poste Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A1 a33	* Nouvelle Bonification Indiciaire Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	
A1 a34	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	
A1 a35	* Missions Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	
A1 a36	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	
A1 a37	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules de service.	
A1 a38	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules personnels pour les besoins du service.	
A1 a39	* Concessions de logement sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	
A2 a1	2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE a) Exploitation du réseau routier national Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989 Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968 Arrêté interministériel du 22 décembre 1994 Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 a2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	
A2 a3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	
A2 a4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.	

A2 b1	b) BEPECASER Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen, autorisations d'enseigner et diplômes.	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
A2 c1	c) PERMIS DE CONDUIRE A UN EURO PAR JOUR Conventions avec les écoles de conduite.	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005
A3 a1	3 – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Signature des conventions ATESAT.	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.03.2003
A4 a1	4 – CONSTRUCTIONS a) Logement Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.11
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme - Art. R.480.4 et 5
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.	
A4 a6	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41
A4 a7	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat.	Circulaire n° 99.02 du 12 Janvier 1999
A4 b1	b) H.L.M. Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.12 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.8
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants.
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.6
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.5b

A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.15
A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 Novembre 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Circulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001
A4 b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Circulaire du 23 mars 2001
A4 c1	c) Commission départementale des aides publiques au logement La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la C.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notification des décisions de maintien et de suspension d'A.P.L. (secteurs locatifs et accessions), * Notification des décisions prises par la C.D.A.P.L. en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription, * Notification des décisions en matière de rachat H.L.M. (RAPAPLA).	Code de la construction et de l'habitation Articles L.351.14 R.351.47, R.351.49 à 52
A5 a1	5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME a) Documents d'urbanisme Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme articles L 121-1 et R 121-1
A5 a2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés. (Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents)	Code de l'urbanisme article L 123-7
A5 a3	sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés. Mise à jour des PLU-servitudes	code de l'urbanisme article L 126-1
A5 b1	b) Constructions , aménagements et démolitions Mesures de sauvegarde-sursis à statuer	Code de l'urbanisme articles L 111-7 et s et L 123-6 et s

A5 b2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les parties de territoire non couvertes par un PLU , une carte communale ou un document d'urbanisme	Code de l'urbanisme article L 422-5
A5 b3	Dérogation en matière d'implantation et de volume des constructions	Code de l'urbanisme article R 111-20
A5 b4	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R 423-38
A5 b5	Majoration ou prolongation de délais	Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)
A5 b6	Décisions sur permis de construire , de démolir , d'aménager et déclarations préalables	Code de l'urbanisme article R 422-2 de a) à d)
A5 b7	Décision relative aux participations	Code de l'urbanisme article R 424-8
A5 b8	Certificat de non opposition à déclaration préalable ou permis de construire ou d'aménager ou de démolir	Code de l'urbanisme article R 424-13
A5 b9	Contestation de la conformité des travaux	Code de l'urbanisme article R 462-6
A5b10	Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de mettre les travaux en conformité	Code de l'urbanisme article R 462-9
A5b11	Attestation de non contestation	Code de l'urbanisme article R 462-10
A5b12	Mise en oeuvre de la garantie bancaire	Code de l'urbanisme articles R 442-15 et R 442-16
A5 c1	c) certificat d'urbanisme	Code de l'urbanisme articles L 410-1 et s et R 410-6
A5 d1	d) Infractions	Art L 480-5,R 480.4 –
A5 e1	e) Formalités relatives aux enquêtes publiques	code de l'urbanisme
A5 f1	f) demande d'ordonnance d'expropriation	code de l'expropriation (R 11-1 à R 11-31)
A5 g1	g) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologique préventive	
A5 h1	h) AFU	
A5 i1	i) Publicités, enseignes, pré-enseignes	
A5 i2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 i3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	
A6 a1	6 – TRANSPORTS TERRESTRES	
A6 a2	Réglementation des transports publics routiers de personnes :	
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - Contrôle.	
A7 a1	7 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL	
A7 a2	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	
A8 a1	8 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR – AERODROMES CIVILS	
A8 a2	Autorisation d'occupation temporaire.	
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	
A9 a1	9 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	

Code de l'urbanisme article L 422-5

Code de l'urbanisme article R 111-20

Code de l'urbanisme article R 423-38

Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)

Code de l'urbanisme article R 422-2 de a) à d)

Code de l'urbanisme article R 424-8

Code de l'urbanisme article R 424-13

Code de l'urbanisme article R 462-6

Code de l'urbanisme article R 462-9

Code de l'urbanisme article R 462-10

Code de l'urbanisme articles R 442-15 et R 442-16

Code de l'urbanisme articles L 410-1 et s et R 410-6

Art L 480-5,R 480.4 –

code de l'urbanisme

code de l'expropriation (R 11-1 à R 11-31)

code de l'expropriation (R 12-1)

Code de l'urbanisme article L332-6

Code de l'urbanisme articles L 322-1 à L 322-19 , R 322-1 à R 322-40

Code de l'environnement

Art. L.581.6

Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996

Code de l'environnement

Art. L.581.6

Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996

Décret du 16 août 1985 modifié -

Art. 1 à 11

Décret du 16 août 1985 modifié -

Art. 32 à 39

Décret du 6 mars 1979

Art. 9

Décret du 16 août 1985 modifié -

Art. 44

Décret du 7 avril 1987

Décret du 30 août 1999

Art. 18

Arrêté ministériel du 12 décembre 1967

Arrêté ministériel du 31 mai 1979

modifié par

arrêté du 5 juin 1984

Arrêté TP du 17 septembre 1963

Circulaire TP du 17 octobre 1963

Décret du 29 juillet 1927

Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30

Code de l'aviation civile

Art. D.233.2

Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié

Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50

A9 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
A9 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
A10 a1	10 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT	Code de l'urbanisme
A10 a2	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat. Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Art. R.421.1.1 Art. R.410.1
A11 a1	11 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

Chapitre I : Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole et d'aménagement foncier

100 – décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage).

101 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1er décembre 1994).

102 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suites à donner aux contrôles.

103 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1er décembre 1994).

104 – liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats d'agriculture durable).

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 – agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PI (plans d'investissement), organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles.

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

110 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

111 – décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

112 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

113 – agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention et décision individuelle d'attribution des aides publiques, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

114 – agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

115 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDEA, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager).

Chapitre II : Délégations liées aux missions en matière d'environnement et d'eau pour les domaines définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005

201 – accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDEA ou SNNE ;

202 – réception de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDEA ou SNNE ;

203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDEA ou SNNE.

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

211 – demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

- arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion

- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire,

- des arrêtés d'opposition à déclaration.

Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

221 – autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

222 – agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

223 – interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).

224 – transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).

225 – pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).

226 – concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).

227 – interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).

228 – réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

Chapitre III : Délégations liées aux missions dans le domaine de la forêt, de la chasse et des milieux naturels

300 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

301 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

302 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;

303 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;

304 – agréments techniques, financiers et administratifs, décisions individuelles d'attribution d'une aide, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières ;

305 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;

306 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier du CNASEA ;

307 – agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

308 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDEA, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et création de trames végétales verticales), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;

309 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier, notamment pour l'application des articles L10 (autorisation préalable de coupe) et L222-5 (forêt sous régime spécial d'autorisation administrative) du code forestier ;

310 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.

Chapitre IV : Délégations liées aux missions du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles 501 – décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

ARTICLE 3 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre 1 ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

ARTICLE 6 : M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 7 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 8 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 9 : L'arrêté préfectoral du N° 09.BMSSE.01 du 12 janvier 2009 accordant délégation de signature à M. MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, est abrogé.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.47 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets , à l'organisation et à l'action des services de l' État dans les régions et département et notamment son article 45 ;
VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté conjoint du 14 août 2008 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2008 de M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité, et du Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
 - des décisions ayant un caractère interministériel,
 - les décisions d'organisation de missions d'enquête,
 - des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
 - des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
 - saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinaires et la production des mémoires devant les juridictions,
 - des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III de la troisième partie du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation – hospitalisation d'office)

ARTICLE 2 : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1°) à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.61 du 23 août 2008 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.48 DU 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

- VU le Code Rural modifié ;
VU le Code de la Santé Publique modifié ;
VU le Code de l'environnement ;
VU le Code de la Consommation ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;
VU le décret 2002-234 du 20 février 2002 portant création de directions départementales des services vétérinaires et modifiant le décret 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;
VU le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales des Services Vétérinaires ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;
VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté ministériel du 18 septembre 2006 nommant Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves CHOLLET, inspecteur de santé publique vétérinaire, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers ;
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6, R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement.

Décisions individuelles dans les domaines suivants :

Santé animale :

- délivrance du mandant sanitaire (articles L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
- désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code Rural) ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (articles R223-20 du Code Rural) ;
- mises en demeure prononcées en vertu de l'article L215-9 du Code Rural ;
- toute décision concourant à la prévention de la lutte contre les maladies visées aux articles D223-21, D223-1 du Code Rural.
- Fixation du montant d'estimation des cheptels (arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration)

Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (arrêté ministériel du 31 mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines)

Protection animale :

- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;

- expérimentation animale :

- * remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural)
- * octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural)
- * recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural)
- * octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)
- transport des animaux :
 - * mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural)
 - * délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural

Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- Dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural)
- Mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)
- Agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural)
- Mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application (l'article L233-3 du Code Rural)
- Octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)

Hygiène alimentaire :

- consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural)
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural)
- dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2)
- attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article D224-64 du Code Rural)
- octroi de la patente vétérinaire et médicale (article D224-64 du Code Rural)
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (articles D224-65 du Code Rural)
- octroi et retrait de la patente sanitaire (arrêté ministériel du 03 août 1984 fixant les conditions de l'attribution et du maintien de la patente sanitaire)
- autorisation d'insufflation mécanique pour la dépouille des agneaux et chevreux (arrêté ministériel du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)

- autorisation de sortie de matériaux spécifié à destination d'un établissement de recherche scientifique (arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)

- dérogation pour l'abattage et la présentation de volailles à usage gastronomique reconnu (arrêté ministériel du 17 mars 1994 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les établissements d'abattage de volailles)

- dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages).

Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5143-2)

Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural)

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale)

Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural)

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural)

- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural).

Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)

- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement)

- autorisation de transport (arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil Européen et (CE) n° 939/97 de la Commission Européenne.

Echanges internationaux :

- agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (articles L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)

- enregistrement des opérateurs (articles L236-8 du Code Rural et 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre état membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires)

- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural)

Répression des fraudes :

- rappel de denrées alimentaires, matières premières (articles L218-4 et L218-5 du Code de la consommation)

- ordre d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de denrées (article L218-4 du Code de la consommation)

Laboratoires d'analyses :

- délivrance de la reconnaissance des laboratoires d'analyses dans le domaine alimentaire et vétérinaire (article R202-23 du Code Rural)

La délégation de signature attribuée à M. Jean-Yves CHOLLET s'étend aux décisions individuelles négatives ou de refus relevant de ses attributions dans les matières citées ci-dessus.

ARTICLE 2 : M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

ARTICLE 4 : L'arrêté N° 08.BMSSE.25 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.49 du 26 juin 2009 chargeant M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim des fonctions de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N° 96-492 du 4 juin 1996 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
VU la décision du ministère de la culture du 20 janvier 2009, nommant M. Lorenzo Diez, administrateur provisoire de l'école d'architecture de Nancy à compter du 1^{er} mars 2009 ;
VU le courrier du ministère de la culture et de la communication demandant à M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle en date 18 février 2009 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : M. Alexander ENTZER, adjoint au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, est chargé d'assurer à compter de la date du présent arrêté l'intérim des fonctions de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle jusqu'à la prochaine nomination du chef de service.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine par intérim, à l'effet de signer :

- a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;
- b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie A, B et C.
- c) dans le cadre de la gestion courante du budget alloué par le ministère de la culture et de la communication, pour les besoins du service départemental de l'architecture et du patrimoine, et ordonnancé par le préfet :
 - des bons et lettres de commande (à l'exception des contrats, baux, conventions et marchés),
 - la certification des factures et l'établissement de certificats administratifs nécessaires à certains mandaterments.

ARTICLE 3 : M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine par intérim, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5°) au président du conseil général
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.11 du 10 mars 2009 chargeant M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim des fonctions de chef du service départemental d'architecture et du patrimoine, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental d'architecture et du patrimoine par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.50 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;
VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

- a) gestion du service départemental d'archives :
 - correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer ses fonctions dans le service départemental d'archives ;
 - engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.
- b) contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :
 - correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;

- avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;
- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales et établissements publics territoriaux.
- arrêtés de dérogation à l'article L 212-11 du Code du patrimoine pour la conservation des archives centenaires au sein des collectivités territoriales.

c) contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :

- documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;
- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat, des établissements hospitaliers et des organismes de droit privé chargés de mission ce service public ;
- documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département.

- correspondances et rapports.

ARTICLE 2 : Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : La directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle rend compte périodiquement au préfet des décisions prises à l'occasion de ses délégations.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.18 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.51 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;

VU le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Mme Catherine CROISET, inspectrice de la jeunesse et des sports, dans l'emploi de directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 2008 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, exerçant les fonctions de directrice départementale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;

- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi N°84-610 du 16 juillet 1984 ;

- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1^{er} alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;

- décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement ;

- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;

- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;

- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliations des arrêtés relevant de ses services.

ARTICLE 2 : Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.27 du 7 mai 2009 accordant délégation de signature à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.52 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté ministériel n° 849 du 4 août 2008 nommant M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008 ;

VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1^{er} mars 2005.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

ARTICLE 3 : M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,

- 3) aux parlementaires,
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
4) au préfet de région et au président du conseil régional,
5) au président du conseil général,
6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.65 du 15 septembre 2008, accordant délégation de signature M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.53 du 26 juin 2009 chargeant M. Miguel FABBRI d'assurer les fonctions de directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle par intérim

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU les articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2003-734 du 1^{er} août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU la circulaire N° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU la note de service N 30/2009 de la direction zonale de la police aux frontières chargeant M. Miguel FABBRI, commandant de police, d'assurer les fonctions du poste de directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1: Délégation de signature est donnée à M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle par intérim, en résidence à MONT-SAINT-MARTIN, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 2 : M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle par intérim, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.20 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à M. Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.54 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de M. Patrick VET en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er octobre 2008 ;

VU la circulaire n°00159 du Ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des Préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à compter du 1^{er} octobre 2008, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret n° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- Troisième partie :

• Livre premier : durée du travail, repos et congés

- Cinquième partie : l'emploi

• Livre premier : les dispositifs en faveur de l'emploi

• Livre deuxième : dispositions applicables à certaines catégories de travailleurs (travailleurs handicapés, travailleurs étrangers)

• Livre quatrième : le demandeur d'emploi

- Sixième partie : la formation professionnelle tout au long de la vie

• Livre deuxième : l'apprentissage

• Livre troisième : la formation professionnelle continue

• Livre quatrième : validation des acquis de l'expérience

- L'agrément des maîtres d'apprentissage du secteur public.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

ARTICLE 2 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels elle a reçu délégation.

ARTICLE 3 : M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.66 du 1^{er} octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la Préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.55 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005 ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2003 nommant M. Christian BRUNET en qualité de trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2003 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général du département de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A.91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006. Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à l'effet : d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombe ;

d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

ARTICLE 3 : M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 4: Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

ARTICLE 5: L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.29 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général, est abrogé.

ARTICLE 6: Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.56 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n° 2006-81 du 21 janvier 2006 modifiant le décret n°2001-1179 du 12 décembre 2001 relatifs aux services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

VU le décret 2007-120 du 30 janvier 2007 relatif aux emplois de directeur interrégional, régional et fonctionnel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 22 mai 2008 nommant M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à METZ (directeur régional de Lorraine) à compter du 1^{er} septembre 2008 ;

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} septembre 2008, délégation est donnée à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, a l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences de son service, dans la limite du ressort territorial de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétence respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
- 2) aux ministres
- 3) aux parlementaires
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional
- 5) au président du Conseil Général
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.63 du 9 septembre 2008 accordant délégation de signature à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.57 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;
VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 16 mai 2008 nommant Monsieur Francis PACCAGNINI au grade de colonel ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
VU l'ordre de mutation 034524 DEF/GEND/RH/P/PO en date du 12 mars 2008 désignant le Colonel Francis PACCAGNINI pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} août 2008 ;
VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1^{er} mars 2005.
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

ARTICLE 2 : Le colonel Francis PACCAGNINI, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2°) aux ministres,
 - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5°) au président du conseil général,
 - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
 - 7°) aux maires.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.58 du 2 septembre 2008, accordant délégation de signature au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.58 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
VU le certificat administratif du ministère de l'éducation nationale en date du 22 avril 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 4 mai 2009 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

ARTICLE 2 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières à l'exception de celles mentionnées au 1° de l'article 33 du décret du 29 avril susvisé, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.31 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe PICOCHÉ, l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.59 du 26 juin 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY, directeur de l'agence de Nancy-Nord de l'office national des forêts

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;
VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 2 novembre 2004 nommant M. Marc DEROY, directeur de l'agence de NANCY-Nord ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Marc DEROY, directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à NANCY-Nord, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de NANCY-Nord :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral N° 07.BMSSE.92 du 20 août 2007 accordant délégation de pouvoirs à M. Marc DEROY directeur de l'agence NANCY-Nord de l'ONF, est abrogé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc DEROY, directeur de l'agence NANCY-Nord de l'ONF, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.60 du 26 juin 2009 accordant délégation de pouvoirs à M. Jacques BECKEL, directeur de l'agence de Nancy-Sud de l'office national des forêts

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;
VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 15 juin 2004 nommant M. Jacques Beckel, directeur de l'agence de NANCY-Sud ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Jacques BECKEL, directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à NANCY-Sud, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de NANCY-Sud :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)

- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral N° 07.BMSSE.91 du 20 août 2007 accordant délégation de pouvoirs à M. Jacques BECKEL, directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à NANCY-Sud, est abrogé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques BECKEL, directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à NANCY-Sud, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.61 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de Metz

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département et notamment son article 45 ;

VU le décret n° 2005-1766 du 30 décembre 2005 fixant les conditions d'attribution et d'utilisation de la carte de stationnement pour les personnes handicapées et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel en date du 21 mai 1997 nommant et détachant M. Alain MARCHANDEAU, directeur régional, dans l'emploi de chef de services interdépartementaux de Lorraine-Champagne-Ardenne, site de METZ, à compter du 13 août 1997 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté du 13 mars 2006 relatif aux critères d'appréciation d'une mobilité pedestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement ;

VU l'arrêté du 31 juillet 2006 fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

VU l'instruction ministérielle du 29 novembre 1993 relative à l'organisation territoriale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU l'instruction n° 06-783/DEF/SGA/DSPRS/SDRS/BASG du 23 octobre 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de METZ, chef des services déconcentrés, à l'effet de signer les décisions d'attribution et de rejet de la carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées pour le département de la Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de METZ, chef des services déconcentrés, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 4 : l'arrêté préfectoral N°08.BMSSE.22 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de METZ, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants de METZ, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.62 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les articles D. 472 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU l'article 127 de la loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 instituant un fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord, chômeurs, privés d'emploi depuis plus d'un an ;
VU le décret n° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre modifié ;
VU le décret n° 88-311 du 28 mars 1988 portant modification du décret n° 79-381 du 10 mai 1979 portant actualisation du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et des conseils départementaux ;
VU le décret n° 92-1335 du 21 décembre 1992 relatif aux modalités d'attribution de certains titres et cartes aux anciens combattants et victimes de guerre ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté du 23 décembre 1992 portant délégation de pouvoir en matière de carte d'invalidité et d'avantages y afférents ;
VU l'arrêté du 22 juin 1999 relatif au fonctionnement des régies d'avances et de recettes des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, ensemble la décision du 7 décembre 1999 instituant des régies d'avances et des régies de recettes dans les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;
VU l'arrêté du 15 novembre 1999 portant organisation de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale ;
VU l'arrêté du 21 juin 2001 relatif au diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre ;
VU l'arrêté du 13 mars 2002 modifiant l'arrêté du 13 mars 1997 fixant les modalités d'application de l'article 125 modifié de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) ;
VU l'arrêté du 24 juillet 2007 du Ministère de la Défense, chargeant M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre à compter du 1^{er} septembre 2007 ;
VU la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT n° 1041 de M. le directeur général de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre relative aux responsabilités, aux objectifs et aux moyens de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et de ses directions départementales ;
VU la lettre-circulaire n° 8862 du 2 décembre 1977 de M. le Ministre des anciens combattants conférant le titre de « directeur » aux secrétaires généraux, chefs des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et la directive générale n° 1 du 18 juin 1987 SP/PFT leur conférant le titre de « directeur départemental » de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;
VU la circulaire n° 722 A du 23 décembre 1992 relative aux procédures de traitement de certains dossiers d'anciens combattants et victimes de guerre en matière de statuts, la note XR/626/P/DSPRS du 17 septembre 1993 et la circulaire ministérielle n° 2857/BC/TL du 10 décembre 1993 prise en application des dispositions des arrêtés ministériels fixant les caractéristiques de la carte du combattant, de la carte de combattant volontaire de la résistance et de la carte de réfractaire ;
VU la circulaire n° 723 A du 21 janvier 1993 relative aux procédures de traitement des demandes de cartes d'invalidité et des avantages y afférents et la circulaire n° 724 A du 17 mars 1993 relative à l'attribution de la carte d'invalidité et des avantages y afférents aux déportés de nationalité étrangère à la date du fait dommageable complétée par la lettre-circulaire n° 235/DEG du 23 décembre 1993 relative à la non-exonération de la vignette automobile pour ces personnes ;
VU la circulaire du 29 mai 1996 fixant les modalités de mise en circulation de la nouvelle carte du combattant définie par l'arrêté ministériel du 2 novembre 1995 ;
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions dans les matières suivantes :

En matière financière :

- Gestion des biens des Pupilles de la nation sous tutelle, notification aux demandeurs des décisions d'attribution et de rejet des allocations différentielles du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord chômeurs depuis plus d'un an.

En matière de délivrance de documents :

- Etablissement et signature des cartes Pupille de la Nation, des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention « station debout pénible » et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L. 18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de la délivrance de la vignette automobile gratuite aux grands mutilés de guerre et grands invalides de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des grands mutilés de guerre, des grands invalides de guerre, des victimes civiles de la guerre et de leurs ayants-droit (veuves, orphelins, ascendants).

En matière de délivrance ou de rejet de titres, après délibération des commissions départementales ou nationales :

a) Etablissement et signature des cartes de combattant (conflits 1914-1918, 1939-1945, théâtres d'opérations extérieures, guerre d'Indochine et de Corée, opérations d'Afrique du nord et missions diverses), des cartes du combattant volontaire de la Résistance, des cartes de Réfractaire, des cartes de patriote transféré en Allemagne, des attestations modèle T. 11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi, ou notification de rejet en cas d'avis défavorable desdites commissions.

b) Etablissement de diplômes d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

En matière de secours, d'aides ménagères, de subventions et d'avances remboursables, après délibération du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre :

- Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles, d'avances remboursables aux ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

En matière de gestion du service départemental :

- Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la Nation délivrés aux militaires des forces Armées françaises ou détachés dans une armée étrangère et aux personnes civiles en application des dispositions de la circulaire ministérielle n° 728 A du 22 octobre 1993 ;

- Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant ;

c) Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et en particulier, leur convocation, la notification des décisions ;

d) Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion du service départemental, à destination, soit de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit du Ministère des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires ;

e) Signature des arrêtés préfectoraux portant attribution de congés de maladie ou de maternité aux personnels du service départemental des catégories B et C à l'exception de ceux du directeur départemental ;

f) Notation et appréciation écrite des personnels du service départemental des catégories B et C ;

g) Présidence des commissions départementales :

- commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,
- commission départementale chargée de l'attribution du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi,
- sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre,
- conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre,
- commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des Porte-Drapeau des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,
- commission départementale de l'information historique pour la paix (sauf commissions plénières),
- commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité, de la mention « station debout pénible ».

ARTICLE 2 : M. Gérard PHILIPPON, attaché d'administration, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.17 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gérard PHILIPPON, chargé des fonctions de directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONACVG, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.64 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

VU l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 2007 portant nomination de M. Marc BRZEGOWY en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.28 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc BRZEGOWY, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.65 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2008 nommant M. Alain LIGER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine à compter du 6 octobre 2008 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

1 - Développement industriel et technologique

Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.

2 - Carrières, mines, sous-sol et explosifs

2.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des législations concernant :

- la recherche et l'exploitation des substances minérales et de gîtes géothermiques,
- la gestion de l'après-mine,
- les stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques ,
- les explosifs.

2.2 - Mesures de police des carrières en situation de péril imminent en application de l'article 107 du code minier à l'exclusion des procédures relevant de la législation sur les installations classées.

3 - Canalisations

3.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,

3.2 - Instruction des aménagements.

4 - Equipements sous pression et instruments de mesure

4.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux équipements sous pression et aux instruments de mesure,

4.2 - Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle ou de services inspections,

4.3 - Surveillance des organismes de contrôle ou de services inspections reconnus et des détenteurs d'équipement sous pression et du marché des équipements sous pression,

4.4 - Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,

4.5 - Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,

4.6 - Surveillance des opérateurs dans le domaine de la métrologie légale,

à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

5 - Véhicules

5.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux véhicules,

5.2 - Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :

- des véhicules de transport en commun de personnes,
- des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
- des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses,

5.3 - Surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,

5.4 - Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules,

5.5 - Surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

6 - Energie

6.1 - Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative aux lois sur l'énergie, l'électricité, le gaz et à la sécurité des barrages,

6.2 - Délivrance des certificats :

- d'économie d'énergie,
- d'obligation d'achat d'électricité.

7 - Environnement industriel

Instruction des demandes et surveillance au titre de :

- la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE),
- la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- la loi sur les déchets,
- le règlement européen relatif aux transferts transfrontaliers de déchets.

ARTICLE 2 : Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.

ARTICLE 3 : M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 4 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.69 du 13 octobre 2008 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.66 DU 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le règlement (CE) n° 338/97 du conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce et les règlements de la commission associés ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.411-1 à L.412-1, R.411-1 à R.411-6 et R.412-2 ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi 82-123 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret 91-1139 du 4 novembre 1991 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;

VU le décret 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-995 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1997 soumettant à autorisation la détention et l'utilisation sur le territoire national d'ivoire d'éléphant par des fabricants ou des restaurateurs d'objets qui en sont composés et fixant des dispositions relatives à la commercialisation des spécimens ;

VU l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du conseil européen et (CE) n° 939/97 de la commission européenne ;

VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2005 fixant la liste des tortues marines protégées sur le territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté en date du 6 octobre 2008 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire chargeant M. Guy LAVERGNE, ingénieur général des ponts et chaussées, de l'intérim de directeur régional de l'environnement Lorraine à compter du 1^{er} octobre 2008 ;

VU la circulaire du 2 octobre 2007 concernant l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel de l'article L. 44-5 du code de l'environnement ;

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

ARTICLE 1: En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est accordée à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, à l'effet de signer toutes décisions et autorisations relatives :

- à la mise en œuvre des dispositions du règlement (CE) n° 338/97 susvisé et des règlements de la commission associés ;
- à la détention et à l'utilisation d'écaillés de tortue marine des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
- à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
- au transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement ;
- à l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser les inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 : M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.30 du 18 mai 2009, accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.67 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code de l'aviation civile ;

VU la loi n°78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile ;

VU le décret n°97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 portant création de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2008 nommant M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est à compter du 1er janvier 2009 ;

VU la circulaire n° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU la décision du 12 janvier 2009 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

- de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1^{er} du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
- de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
- de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
- de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
- de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
- de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
- de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
- de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
- de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
- de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
- d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
- de délivrer les agréments concernant les « établissements connus » (article R 213-13 du code de l'aviation civile), les "agents habilités" (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;
- de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

ARTICLE 2 : M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.03 du 28 janvier 2009, accordant délégation de signature à M. Michel HUPAYS, directeur de l'aviation civile Nord-Est, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.68 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 17 avril 2008 nommant M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy à compter du 1^{er} juin 2008 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services.

ARTICLE 2 : M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.46 du 5 juin 2008 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.69 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

VU le Code des marchés publics ;

VU le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;

VU la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;

VU le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

VU le décret n°69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;

VU le décret n°70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;

VU le décret n°70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;

VU le décret n°71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;

VU le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;

VU le décret n°76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer du 11 octobre 2005, nommant M. Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

1 - Gestion du domaine public fluvial :

- Occupations temporaires

- Travaux sur les voies d'eau domaniales :

* prise en considération

* ouverture de l'enquête

* autorisation

- Outillages publics, ports de plaisance :

* prise en considération du projet

* ouverture de l'enquête

* approbation de l'acte de concession

- Outillages privés avec obligation de service public :

* instruction de la demande, ouverture de l'enquête

* délivrance de l'autorisation

- Commission permanente d'enquête :

* nomination des membres

- Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :

* affichage et consultation de la commission permanente d'enquête

* opposition éventuelle dans le cas de modification

- Extractions de matériaux :

* attestation de fin d'instruction domaniale

- Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles

- Transfert de gestion et superposition d'affectations :

* signature de la convention

- Échange et acquisition de terrain

- Décision de démolition des biens immobiliers du Domaine Public Fluvial (D.P.F.)

- Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête

- Déclassement de cours d'eau :

* envoi des propositions à l'administration centrale

* consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête

- Radiations des voies d'eau :

* envoi des propositions à l'administration centrale

* consultations des services

- Concessions de voies d'eau :

* envoi des propositions à l'administration centrale

* consultations des services

- Affermage des produits de franc bord.

2 - Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple)

- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition

- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation

- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner

- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles

- Délits de pêche :

* proposition de transaction auprès du procureur de la République

* transmission des procès-verbaux au procureur de la République

- Interdiction temporaire de la pêche

- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)

- Représentation de l'ETAT dans les instances judiciaires de premier degré.

3 - Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police
- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure
- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure
- Contravention à la police de la navigation :
 - * instruction des procès-verbaux
 - * transmission au Procureur de la République des procès-verbaux
 - * représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.

4 - Procédure d'expropriation :

- Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
- Levée des plans et recherche des propriétaires
- Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.

5 - Contentieux de la contravention de grande voirie :

- Notification des procès-verbaux
- Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie
- Transactions
- Notification et exécution des jugements.
- Représentation de l'ETAT devant les Tribunaux administratifs en première instance

6 - Pêche :

- Affermage de la pêche.

7 - Chasse :

- Affermage de la chasse au gibier d'eau
- Délit de chasse sur le domaine public fluvial :
 - * autorisation de transaction
 - * transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

ARTICLE 2 : M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service Navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.38 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service Navigation du Nord-Est, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service Navigation du Nord-Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.70 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n°73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté du ministère, des transports, de l'équipement du Tourisme et de la Mer en date du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;
VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

- diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du R.P.P.)
- dérogation temporaire R.P.P. ou R.G.P.
- prescriptions de portée générale (économie d'eau)
- travaux de chômage
- prolongation de travaux
- événements sensibles
- annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement, limitation des horaires...)

- arrêts de navigation - décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible
- restriction localisée

- information d'événements sans restriction de circulation, ni de gabarit (avis à vigilance).

ARTICLE 2 : M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les avis à la batellerie.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.39 du 6 mai 2009, accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie, est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.71 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code du domaine de l'état ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code de procédure pénale ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure civile ;

VU le code civil ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements et notamment son article 45;

VU le décret N° 2006-634 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté du 24 janvier 2008 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, nommant M. Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes – Est à compter du 1er février 2008 ;

VU l'arrêté du 07 juillet 2006 du préfet coordonnateur des itinéraires routiers portant organisation de la direction interdépartementale des routes - Est ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et autorisations relatives à :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organismes sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	

A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Art. L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69, Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. Interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Déroptions interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'état dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circ. du 23/01/07 du Ministre des Transports, de l'équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

ARTICLE 2 : M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre

2) aux ministres

3) aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du conseil régional

5) au président du conseil général

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.46BIS du 30 juin 2008 portant délégation de signature à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ainsi qu'à M. le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.72 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à Nancy

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté ministériel du 4 février 2009 nommant M. Alain COUIC directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY ;
VU la circulaire PN/DCPJ/SDRE/DRM/AB/N° 20960 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 2 août 2007 relative au suivi de la discipline ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme pour les fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application, ainsi que pour les adjoints administratifs et les agents spécialisés de police technique et scientifique de son service.

ARTICLE 2 : M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral N° 07.BMSSE.108 du 23 août 2008 accordant délégation de M. Philippe TOUYET, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, est abrogé.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain COUIC, directeur du service régional de la police judiciaire à NANCY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.73 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;
VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la république en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » ;
VU l'arrêté du 27 novembre 2007 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1^{er} janvier 2008 ;
VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution de ses missions culturelles sur le département de Meurthe-et-Moselle : aménagement culturel des territoires, patrimoine, arts vivants, action culturelle, éducation artistique.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Luc BREDEL en matière de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles, à l'exception des décisions de refus ou de retrait de la licence.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc BREDEL en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » relevant du ministre en charge du domaine.

ARTICLE 4 : Délégation est en outre donnée à M. Jean-Luc BREDEL à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 5 : M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières à la signature de M. le secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, les correspondances adressées :

- à la Présidence de la République et au Premier Ministre

- aux ministres (cabinet)

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,

- au président du conseil général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.26 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.74 du 26 juin 2009 accordant délégations d'ingénierie publique

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret n°2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n°2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion des directions départementales de l'équipement et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt dans certains départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François HURSON directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2005 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2008 portant création et organisation de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2008 du ministre d'Etat, de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Michel MARTY directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 4 : MM. MARTY, MORETAU et HURSON définissent par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.02 du 19 janvier 2009, accordant délégations d'ingénierie publique à MM. MARTY, MORETAU et HURSON, est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
 - M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est,
 - M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,
- affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à :

- M. le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine
- M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.BMSSE.75 du 26 juin 2009 abrogeant l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.22 qui organise de façon permanente la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

SUR proposition du secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.22 du 2 avril 2009 organisant de façon permanente la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.06 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU le certificat administratif du ministère de l'éducation nationale en date du 22 avril 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 4 mai 2009 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'éducation nationale et de la recherche au titre des programmes suivants :

- Enseignement scolaire privé du premier degré et du second degré - Programme 139

- Enseignement scolaire public du 1^{er} degré - Programme 140
- Enseignement scolaire public du second degré - Programme 141
- Soutien de la politique de l'éducation nationale - Programme 214
- Vie de l'élève - Programme 230

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 €HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.31 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, est abrogé.

ARTICLE 11 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.07 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la décision de Monsieur le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 2008 portant nomination de Monsieur Daniel GUYOT en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er octobre 2008.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'État dans le département ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local », y compris la régie d'avances, de les attribuer aux unités opérationnelles départementales de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques, financière et industrielle » et du compte d'affectation spéciale 0722 « Dépenses immobilières » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Monsieur le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, ainsi que sur le programme 309 "entretien des bâtiments de l'État", dans le cadre du volet "État exemplaire" du plan de relance, en ce qui concerne les bâtiments relevant de sa compétence.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 8 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 9 : Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 10 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 €HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 11 : L'arrêté du 9 septembre 2008 modifié, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics accordée à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 12 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.08 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'État dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;
VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;
VU l'arrêté conjoint du Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
VU le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'État dans le département ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à Monsieur MICHEL MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

BUDGET DU MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (CODE 23)

Mission Écologie, Développement et Aménagement Durables

- programme 113 : Urbanisme, Paysages, Eau et Biodiversité (UPEB)

- programme 174 : Énergie et Après-mines (EAM)

- programme 181 : Prévention des Risques (PR)

- programme 203 : Infrastructures et services de transports (IST)

- programme 207 : Sécurité et Circulation Routières (SCR)

- programme 217 : Conduite et Pilotage des Politiques de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (CPPEEDDAT)

Mission Politique des territoires

- programme 112 : Impulsion et Coordination de la Politique d'Aménagement du Territoire (ICPAT)

Mission Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- programme 751 : Radars

Compte non doté de crédit

- compte 908 : Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement (compte de commerce du parc de l'équipement)

BUDGET DU MINISTERE DU LOGEMENT (CODE 31)

Mission Ville et logement

- programme 109 : Aide à l'Accès au Logement (AAL)

- programme 135 : Développement et Amélioration de l'Offre au Logement (DAOL)

- programme 147 : Politique de la Ville (PV)

BUDGET DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES SPORTS (CODE 35)

Mission Sport, jeunesse et vie associative

- programme 210 : Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative

- programme 219 : Sport

BUDGET DU MINISTERE DE LA DEFENSE (CODE 70)

Mission Défense

- programme 146 : Équipement des forces

- programme 178 : Préparation et emploi des forces

- programme 212 : Soutien de la politique de la défense

BUDGET DU MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (CODE 07)

Mission Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- programme 722 : contribution aux dépenses immobilières

BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE (CODE 03)

Mission Agriculture, pêche alimentation, forêt et affaires rurales

- programme 143 : Enseignement technique agricole

- programme 149 : Forêt

- programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

- programme 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, dans la limite des seuils prévus à l'article 6, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

S'agissant d'actes engageant les crédits de l'Etat par consommation des autorisations d'engagement cette subdélégation est accordée dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 4.

ARTICLE 10 : L'arrêté du 12 janvier 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture est abrogé.

ARTICLE 11 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.09 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté conjoint du 14 août 2008 de M. le Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, portant nomination à compter du 1^{er} septembre 2008 de M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées :

sur le budget Santé et solidarités (code 35) au titre des programmes suivants :

- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales"
- Programme 228 "Veille et sécurité sanitaires"

sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Accueil des étrangers et intégration"
- Programme 177 "Politiques en faveur de l'inclusion sociale"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du Trésorier-Payeur Général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le Trésorier-Payeur Général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR
EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral du 27 août 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, est abrogé.

ARTICLE 11 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.10 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} octobre 2008 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'État dans le département ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur les budgets Economie, Industrie et Emploi (Code 36) et Travail, Relations sociales, Famille et solidarité (Code 057) au titre des programmes suivants :

- Programme 102 : Accès et retour à l'emploi
- Programme 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- Programme 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 : Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE
ET DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000€HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : L'arrêté OSD 0809 du 1^{er} octobre 2008 portant même objet est abrogé.

ARTICLE 11 Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, et Monsieur le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.11 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 2008 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'État dans le département ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de la jeunesse et des sports (code 35) au titre des programmes suivants au niveau des activités de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle :

- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"

- Programme 210 "Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

- Programme 219 "Sport"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Madame la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : La directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 12 : L'arrêté du 9 septembre 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à Madame Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse et des sports de Lorraine, est abrogé.

ARTICLE 13 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, Madame la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.12 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services départementaux du trésor public de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU le décret du 1^{er} août 2003 nommant M. Christian BRUNET en qualité de trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'instruction 07-035-D8 du 19 juillet 2007 du ministère de l'économie et des finances (Direction générale de la comptabilité publique) relative à la gestion des cités administratives ;

VU la décision du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 24 novembre 2008 confiant à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

A R R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 «Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (Chapitre 0156) et du programme 722 « Dépenses immobilières » (Chapitre 0722)

ARTICLE 2 : La délégation visée à l'article 1er ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui demeurent soumis à ma signature.

ARTICLE 3 : Le chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou des agents dont la fonction est compatible avec le principe de séparation des fonctions de l'ordonnateur et du comptable. Cette signature est accréditée auprès de Monsieur le trésorier payeur général en tant que comptable assignataire des dépenses susvisées des chapitres 0156 et 0722.

**DELEGATION DE SIGNATURE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR
EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie ZIMMERMANN à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée pour les fournitures et services (seuils inférieurs à 133 000 € hors taxes) et les marchés de travaux inférieurs à 206 000 € hors taxes, dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental en vigueur pour les dépenses relevant de la délégation visée à l'article 1^{er} du présent arrêté. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Sont exclus de cette délégation les marchés formalisés quel que soit leur montant.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Marie ZIMMERMANN à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 7 : M. Jean-Marie ZIMMERMANN peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

ARTICLE 8 : L'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, est abrogé.

ARTICLE 9 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur le chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.13 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'État dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté ministériel du 18 septembre 2006 portant nomination de Monsieur Jean-Yves CHOLLET en qualité de directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à compter du 9 octobre 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'État dans le département ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'agriculture (code 03) au titre des programmes suivants :

- programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation »

- programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture »

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR
EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés au premier article du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précèdent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : L'arrêté du 20 août 2007 portant même objet est abrogé.

ARTICLE 11 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.14 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2008 nommant Monsieur Lionel RAZUREL en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 10 septembre 2008 ;

VU la circulaire du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n° NOR/INT/C/93/00262 du 10 décembre 1993 relative à la gestion déconcentrée des services de police ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'État dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Dans le cadre de la gestion courante du budget alloué par le Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales pour les besoins de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, et ordonnancé mes soins, délégation est donnée à Monsieur Lionel RAZUREL à l'effet de signer :

- des bons et lettres de commande (à l'exception des contrats, baux, conventions et marchés),

- la certification des factures et l'établissement de certificats administratifs nécessaires à certains mandaterments,

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Lionel RAZUREL à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

ARTICLE 3 : Délégation est également accordée à Monsieur Lionel RAZUREL à l'effet de signer au nom de l'ordonnateur les documents liquidatifs des dépenses relatives aux frais d'enquête et de surveillance ainsi qu'aux frais de déplacements du service départemental du renseignement intérieur payés sur la régie d'avances ouverte au sein de la direction départementale de la sécurité publique.

ARTICLE 4 : Monsieur Lionel RAZUREL peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité. Cette subdélégation fera l'objet d'une décision spécifique, prise au nom du Préfet, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral du 15 septembre 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'État dans le département, Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

Arrêté n° 09.OSD.15 du 26 juin 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis aux fonctionnaires et agents des services de l'Etat ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 4 juin 2009 nommant M. Hugues PARANT préfet du Var ;

VU le décret du 6 avril 2009 nommant à compter du 6 avril 2009 Monsieur Lorenzo DIEZ en qualité de directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Nancy ;

VU la nomination, à compter du 1^{er} octobre 1991, de Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS en qualité de secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat dans le département ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy, ainsi qu'à Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy, à l'effet de signer en mon nom tous les documents liquidatifs et de liaison relatifs à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat de l'école d'architecture de Nancy.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral OSD 0905 du 15 mai 2009 est abrogé.

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, et Monsieur le trésorier payeur général de la région lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera notifié à :

- Monsieur Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy

- Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy.

Nancy, le 26 juin 2009

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
François MALHANCHE

